

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALORMET

72 rue Faidherbe
59360 Le Cateau-Cambrésis

Références : 2025-V2-352
Code AIOT : 0007004072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement VALORMET implanté 72 rue Faidherbe 59360 Le Cateau-Cambrésis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été mis en demeure le 13 janvier 2021 de respecter les dispositions suivantes :

Prescription réglementaire	Délai de mise en conformité
Article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008	Respect des valeurs limites d'émission sur le rejet des eaux pluviales: dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté

Article 3 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2010 susvisé	Réimplantation du piézomètre Pz1: dans un délai de 7 mois à compter de la notification du présent arrêté
Article 12 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017	Respect des valeurs limites d'émission des eaux pluviales [souterraines] : dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté

Lors de la visite du 5 octobre 2021, le respect de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2010 avait été constaté.

En ce qui concerne les suites à réserver à la ligne "article 12" de cet arrêté de mise en demeure, il est proposé de le considérer comme nul et non avenue, considérant l'erreur de rédaction (mention des eaux pluviales au lieu des eaux souterraines). Le respect de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2017 sera néanmoins vérifié.

Aussi, cette visite a pour objet de vérifier le respect de cet arrêté de mise en demeure uniquement sur l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORMET
- 72 rue Faidherbe 59360 Le Cateau-Cambrésis
- Code AIOT : 0007004072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site initialement autorisé par arrêté préfectoral du 26/03/1990 pour l'exploitation d'un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux, la Société STR France a repris le site en 2003.

Une régularisation des activités et de nouvelles activités ont ensuite été actées par Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter du 07/01/2008, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 22/03/2010, du 21/12/2017 et du 08/04/2021.

Aujourd'hui, la Société VALORMET est autorisée à exploiter le site par arrêté préfectoral complémentaire du 11/03/2022 autorisant le changement d'exploitant.

Les activités du site sont le transit de métaux, DEEE et déchets dangereux et non dangereux ainsi que le traitement de déchets (le site dispose d'une cisaille mobile). L'activité VHU a été abandonnée en 2019.

Le site est constitué :

- d'un bâtiment de 1 860 m² dans lequel se trouvent les bureaux d'exploitation, une zone de stockage des métaux non ferreux et une zone de stockage de batteries de capacité 20 tonnes ;
- d'une aire extérieure composée de différentes zones d'entreposage.

Le site est actuellement classé comme relevant de la directive IED (rubrique 3550) et relève également du régime de l'autorisation pour les rubriques 2718.1, 2790, 2791 et à enregistrement pour les rubriques 2713, 2714.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE - Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 13/01/2021, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective, Astreinte	Demande d'action corrective, Astreinte	
2	Surveillance des eaux souterraines - Evaluation de l'impact du site	AP Complémentaire du 21/12/2017, article 12	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente inspection que l'exploitant ne s'est toujours pas conformé aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 janvier 2021, en matière de respect de la qualité des rejets "eaux pluviales" du site en affichant une non-conformité récurrente à minima sur le paramètre DCO.

Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il mette en place les actions correctives nécessaires pour remédier à cette non-conformité. Dans l'attente, il est proposé au préfet une astreinte journalière jusqu'à satisfaction de la mise en demeure et le respect des valeurs limites d'émissions sur les rejets du site en eaux pluviales de ruissellement.

Concernant la surveillance des eaux souterraines et l'évaluation de l'impact du site, il est attendu des éléments complémentaires.

Les éléments attendus à l'issue de la présente inspection sont formulés dans les différentes fiches de constats sous forme d'observations, de demandes d'actions correctives ou de demandes de

justificatif. Il est demandé à l’exploitant d'y apporter une réponse dans les délais impartis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE - Eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/01/2021, article 1		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux pluviales		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 14/06/2025		
Prescription contrôlée :		
Article 1 -La société STR FRANCE SAS sise au 72, rue Faidherbe sur le territoire de la commune de LE CATEAU CAMBRESIS (59360) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :		
Prescription réglementaire	Délai de mise en conformité	
Article 8.1 de l’arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 susvisé	Respect des valeurs limites d’émission sur le rejet des eaux pluviales : dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté	
(...)	(...)	
(...)	(...)	
<u>Article 8.1 de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 :</u> 8.1. - Eaux pluviales. (...) <i>Les valeurs limites acceptables doivent respecter les concentrations suivantes répondant à l'objectif de qualité 1 fixé pour la Selle par l'arrêté préfectoral du 25 mars 1999 pour les eaux superficielles :</i>		
Substances	Concentrations (en mg/l)	Méthode de mesure
MES	35	NFT 90105
DCO	25	NFT 90 101
DBO5	5	NFT 90103
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90114

Article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 avril 2021 (postérieur à l'APMD du 13 janvier 2021 - objet du présent point de contrôle) :

Article 4 - L'article 8.1 « Eaux pluviales » de l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2008 est complété comme suit :

Les valeurs limites acceptables doivent respecter les concentrations suivantes pour les paramètres considérés :

Paramètre	Concentration maximale (mg/L)	Fréquence d'autosurveillance
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	10	annuelle

Constats :

1) Actions engagées depuis la visite du 7/11/2024

Par courrier du 12 juin 2025, l'exploitant a indiqué le plan d'actions suivant:

- Mise en place d'une surveillance mensuelle entre juin et décembre 2025 couvrant les paramètres de surveillance demandés par les APC et l'AM MTD WT du 17/12/2019 avec un délai de mise en œuvre de juin à décembre 2025.
- Aménagement d'un nouveau point de contrôle des eaux pluviales adapté et d'un canal de mesure pour le débit (type venturi ou déversoir) en sortie du séparateur à hydrocarbures. Cette action corrective permettra de mettre en œuvre des campagnes de contrôle sur 24 heures avec asservissement au débit rejeté avec un délai de mise en œuvre de juillet à septembre 2025.
- Etude des différentes possibilités des modifications de stockage afin de limiter le contact des tournures et des scraps avec les eaux météoriques. Pistes étudiées (Mise en rétention/Zones couvertes) avec un délai de mise en œuvre à mars 2026 si le nouveau point de prélèvement ne permet pas d'améliorer la qualité des rejets d'eaux pluviales.

De plus, concernant les observations émises suite à la visite du 7/11/2024, l'exploitant a indiqué que :

- observation n° 1: modification des déclarations GIDAF en «autosurveillance» et non «en contrôle externe» avant le 14 juin 2025.
- observation n° 2: rendu systématique des rapports d'essai dans un délai d'un mois et déclaration des résultats sur GIDAF sous 6 semaines.

L'exploitant ne s'est pas positionné quant à l'observation n° 3 concernant l'absence de mesure des 10 métaux pour le paramètre métaux totaux.

2) Examen de l'autosurveillance : RÉALISATION/ TRANSMISSION

Depuis la dernière inspection, l'exploitant a déclaré dans GIDAF, au jour de la visite, le mois de mai 2025 pour les eaux superficielles. Post inspection, l'exploitant a déclaré les mois de juin et de

juillet 2025 pour les eaux superficielles. En raison de l'absence de précipitations sur les mois de mai et juillet 2025 le jour du prélèvement, le fossé et la canalisation de prélèvement étaient à sec. De ce fait, l'exploitant a indiqué qu'aucun prélèvement n'a pu être mis en œuvre. Un rapport du bureau d'études préleveur l'atteste. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a fait réaliser un contrôle inopiné au niveau du rejet le jour de la présente visite.

La dernière déclaration d'autosurveillance sous GIDAF et le contrôle inopiné donnent les résultats suivants:

Paramètresmesurés	VLE(mg/L)	R é s u l t a t s A S 26/06/2025 (mg/L)	R é s u l t a t s C I 11/09/2025 (mg/L)
MES	35	26	26
DCO	25	<u>378</u>	<u>83</u>
DBO5	5	<u>77</u>	4,2
Hydrocarburestotau x	5	<u>23,3</u>	1,57
Métaux totaux(Pb,Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	10	5,57	3,85
Activitésdu site	/	Nonfournies par l'exploitant	normale
Datede transmission (GIDAF)	/	15/09/2025	14/10/2025

Valeur en gras : dépassement de la VLE

Valeur soulignée en gras : dépassement de plus du double de la VLE.

Fait avec suite n° 1 (demande d'action corrective) : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois à l'inspection des installations classées un compte rendu détaillé et documenté des actions engagées sur le site pour répondre à la mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission sur le rejet des eaux pluviales

Fait avec suite n° 2: Il ressort des informations disponibles sur la qualité des rejets "eaux pluviales" du site une non-conformité récurrente sur le paramètre DCO. Cette non-conformité constitue un non-respect des dispositions de l'article 1, ligne "Article 8.1" du tableau, de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/01/2021.

Par conséquent, compte tenu des délais de mise en conformité largement dépassés (fixés à 6 mois à compter de la notification de l'arrêté du 13/01/2021), il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord de prendre à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, dans le cas présent sous forme d'une astreinte journalière jusqu'à satisfaction de la mise en demeure et le respect des Valeurs Limite d'Émissions sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter modifié du 07/01/2008.

Les 10 métaux ont bien été mesurés sur le prélèvement de juin 2025 dans le cadre de l'autosurveillance de l'exploitant.

Les délais de transmission par le bureau conseil ENTIME du rapport d'autosurveillance des rejets en eau du site au milieu naturel ne sont pas compatibles avec une gestion appropriée des résultats. En effet, pour le prélèvement de juin 2025, le bureau d'études a édité son rapport 7,5 semaines après le prélèvement.

L'Inspection rappelle que l'exploitant s'est engagé à avoir un rendu systématique des rapports d'essai dans un délai d'un mois et déclaration des résultats sur GIDAF sous 6 semaines,

Observation 1 (déjà émise suite à la visite de novembre 2024) : L'exploitant doit mettre en place une organisation de telle sorte qu'il puisse accéder, dans des délais lui permettant d'être réactif, aux résultats de son autosurveillance, en particulier dans ce contexte de rejets non conformes, objet de la mise en demeure.

Lors de la visite, l'Inspection a pu constater la présence de battitures sur le site (1740,668 t d'après l'état des stocks édité le 11/09/2025 à 12h06) alors que, lors de la visite précédente, l'exploitant avait indiqué la suppression de ces déchets depuis mai 2024 dans le cadre de son engagement de ne plus les accepter suite à des recherches et tests de lixiviations pour déterminer la contribution des différentes catégories de déchets à la charge des eaux pluviales de ruissellement et le choix de l'exploitant de ne plus recevoir de battitures.

Après consultation des registres d'entrée des déchets du site de 2025 post inspection, l'Inspection a constaté des entrées de battitures à hauteur de 703,66 t.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fait avec suite n° 1 (demande d'action corrective) : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois à l'inspection des installations classées un compte rendu détaillé et documenté des actions engagées sur le site pour répondre à la mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission sur le rejet des eaux pluviales.

Fait avec suite n° 2 : Compte tenu des délais de mise en conformité largement dépassés (fixés à 6 mois à compter de la notification de l'arrêté du 13/01/2021), il est proposé à Monsieur le Préfet du Nord de prendre à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, dans le cas présent sous forme d'une astreinte journalière de 100 euros jusqu'à satisfaction de la mise en demeure et le respect des Valeurs Limite d'Émissions sur

l'ensemble des paramètres listés à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter modifié du 07/01/2008.

Observation 1 (déjà émise pour le visite de novembre 2024) : L'exploitant doit mettre en place une organisation de telle sorte qu'il puisse accéder, dans des délais lui permettant d'être réactif, aux résultats de son autosurveillance, en particulier dans ce contexte de rejets non conformes, objet de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Astreinte

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines - Evaluation de l'impact du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2017, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance piezométrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/06/2025

Prescription contrôlée :

L'article 5 « Modalités d'autosurveillance des eaux souterraines » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2010 est modifié comme suit :

« I. Tous les six mois, des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans chacun des piézomètres prévus en application de l'article 3, pour analyses. Ces prélèvements s'effectuent en périodes de basses eaux et de hautes eaux.

II. Les analyses sont effectuées sur les prélèvements, sur les paramètres suivants, selon les normes en vigueur :

Paramètres physico-chimiques :

- Conductivité in situ
- Température in situ
- pH in situ
- Potentiel redox (Eh) in situ
- Matières en suspension (MES)
- Turbidité

Éléments indésirables :

- Cuivre
- Zinc

Éléments toxiques :

- Chrome total
- Nickel
- Plomb
- Mercure
- Cadmium
- Arsenic
- HCT

Constats :

A noter que cet article fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/01/2021 qui comporte une erreur de rédaction.

Aussi, au vu de l'erreur de rédaction, la partie de cette mise en demeure concernant cet article est considérée comme nulle et non avenue.

La surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines a été imposée au site par arrêté préfectoral complémentaire modifié du 22/03/2010.

«Article 7. Transmission des résultats auto surveillance

Un état récapitulatif des résultats des mesures et analyse imposés à l'article 5 doit être adressé au plus tard dans les deux mois qui suit leur réalisation au préfet du Nord et à l'Inspection des installations classées.

Cet état récapitulatif comprend les valeurs guides de référence, issues de l'arrêté du 11 janvier 2007, susvisé pour ce qui concerne la nappe d'eau souterraine, et de la circulaire du 7 mai 2007 susvisée, pour ce qui concerne la nappe d'eau superficielle. Les méthodes de référence utilisées doivent être mentionnées.

Les résultats doivent être systématiquement accompagnés d'une analyse pour préciser :

- *la position des résultats obtenus par rapport aux mesures précédentes (dérives...) ;*
- *la position des valeurs mesurées par rapport aux valeurs guides précitées ;*
- *en cas de dérive ou de dépassement des valeurs guides, il sera précisé :*

** les éventuelles explications du dépassement ou de la dérive,*

** les actions correctives consécutives mises en œuvre ou proposées.»*

Le réseau piézométrique de référence est quant à lui défini en annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/04/2021.

Dans le rapport suite à la visite du 7/11/2024, l'Inspection a émis les observations suivantes

Observation 4 (visite du 7/11/2024):

Au vu des périodes effectives de contrôles et de la dérive dans le temps des dates retenues pour réaliser les prélèvements (décalage d'un mois chaque année), l'exploitant doit s'interroger sur le respect du caractère Hautes eaux / Basses eaux, fixer en conséquence la planification des nouvelles campagnes de surveillance et s'y tenir. Une attention particulière sera portée au respect de la notion Hautes eaux / Basses eaux pour les prochaines campagnes de surveillance.

Par courrier du 12/06/2025, l'exploitant a indiqué que les campagnes de surveillance seront effectuées systématiquement au mois d'avril en période de hautes eaux et au mois d'octobre en période de basses eaux.

Selon les dernières déclarations GIDAF de l'exploitant, les prélèvements ont depuis été réalisés en

avril et mai 2025 pour la période de hautes eaux.

Observation 5(visite du 7/11/2024) :

Les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines doivent être complétés des informations disponibles relatives au piézomètre 4 et l'interprétation des résultats, en particulier la vérification du sens d'écoulement de la nappe, doit se faire sur la base des 4 piézomètres constituant le réseau.

Le rapport du 10/06/2025 d'ENTIME sur les Campagnes d'avril et mai 2025 (hautes eaux) inclut bien le Pz4. L'information du sens d'écoulement de la nappe et des 4 isopièzes est fournie.

Demande d'action corrective 2(visite du 7/11/2024):

Le piézomètre 3 doit être remis en service, dans le respect des règles de l'art, avant la prochaine campagne de surveillance, correspondant à la période Hautes eaux 2025.

Par courrier du 12/06/2025, l'exploitant a indiqué que le piézomètres 3 a été remis en service le 23 avril 2025.

Demande d'action corrective 3(visite du 7/11/2024):

L'exploitant doit mettre en œuvre le programme de surveillance tel que décrit à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2017 (absence de mesure du potentiel Redox in situ). En cas de difficulté technique à mettre en œuvre le programme analytique prescrit, l'exploitant devra solliciter une demande de modification des prescriptions imposées.

Dans le rapport du 10/06/2025 d'ENTIME sur les campagnes d'avril et mai 2025 (hautes eaux) déposé sur GIDAF, le paramètre Potentiel Redox n'est pas réalisé in situ tel que prévu dans l'arrêté, mais est mesuré a posteriori, au laboratoire. Tous les autres paramètres prescrits dans l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2017 sont mesurés.

Par courrier du 12/06/2025, l'exploitant a indiqué que ENTIME va s'équiper d'une sonde de mesure du potentiel Redox pour réaliser la mesure directement sur site. Cela sera effectué à partir d'octobre 2025 pour la campagne des basses eaux.

Fait avec suite n° 3 (demande d'action corrective):

L'exploitant doit mettre en œuvre sous un délai maximal d'un mois le programme de surveillance tel que décrit à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2017 (absence de mesure du potentiel Redox in situ). En cas de difficulté technique à mettre en œuvre le programme analytique prescrit, l'exploitant devra solliciter une demande de modification des prescriptions imposées.

Observation 6(visite du 7/11/2024) :

L'exploitant doit s'assurer que la planification des prélèvements permette de rendre le résultat sous accréditation, en garantissant le respect des délais de mise en analyse.

Par courrier du 12/06/2025, l'exploitant a indiqué que le laboratoire sous-traitant serait changé pour une structure à proximité du site.

Le rapport relatif au contrôle "Hautes eaux" 2025 signale que l'analyse de le potentiel Redox (pour tous les Pz) est rendue hors accréditation car non mesuré sur site et la turbidité et le paramètre MES (pour les Pz 1, 2 et 4) est rendue hors accréditation compte tenu du délai de mise en analyse dépassé.

Demande d'action corrective 4 (visite du 7/11/2024) :

A ce stade, les éléments transmis ne sont pas suffisants pour répondre à la demande formulée lors de la précédente inspection. A la lumière des explications formulées par l'exploitant lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet et à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse de la surveillance piézométrique mise en œuvre sur le site, suffisamment documenté pour corroborer les propos tenus en séance; ce rapport de synthèse devra être conclusif, en particulier en réponse aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/03/2010. Pour rédiger ce rapport de synthèse, l'exploitant pourra utilement s'appuyer sur le guide du Ministère en charge de l'environnement « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » dans sa dernière version consultable sur le site <https://www.ineris.fr/fr/guides-surveillance-eaux-souterraines>. Une attention particulière devra être portée à l'analyse du sens d'écoulement de la nappe.

De manière générale, l'exploitant conclut, dans les derniers rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines menée sur le réseau piézométrique du site, que les valeurs remarquables sur les paramètres MES et Turbidité (objet des non-conformités constatées lors des précédentes inspections) sont liées à la nature de la craie en précisant qu'il s'agit de "*relargage des éléments en suspension lors des prélèvements*" et considère que les résultats ne sont pas caractéristiques d'un impact des activités du site sur la qualité de la nappe souterraine, considérant que "*les paramètres représentatifs des activités du site (métaux et hydrocarbures) présentent des valeurs inférieures au seuil de détection*" (avec une limite de quantification inférieure aux valeurs limites de référence utilisées : arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fait avec suite n° 3 (demande d'action corrective):

L'exploitant doit mettre en œuvre sous un délai maximal d'un mois le programme de surveillance tel que décrit à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2017 (absence de mesure du potentiel Redox in situ). En cas de difficulté technique à mettre en œuvre le programme analytique prescrit, l'exploitant devra solliciter une demande de modification des prescriptions imposées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

